

Les unions départementales de Côte d'Or CGT - FSU - Solidaires

Le 8 octobre, Ils n'hésitent pas, nous non plus !



L'été n'aura rien changé à notre quotidien dans un contexte économique et social toujours aussi désastreux. Les dernières **lois votées sont au service du patronat et vont à l'encontre du partage du travail et des richesses**. Elles alimentent la désespérance sociale dont se nourrit l'extrême droite et ses fausses solutions. Idem sur la question du traitement des **migrant-es**, fuyant la guerre, les dictatures et la misère, à laquelle les gouvernements européens opposent la **répression**, au mépris du droit d'asile, au mépris de la liberté de circulation et malgré l'urgence humanitaire.

La volonté de démanteler davantage les 35 heures, à l'opposé d'une réduction du temps de travail nécessaire pour partager le travail entre toutes et tous, et plus globalement de « simplifier » le code du travail en voulant donner la supériorité aux accords d'entreprise par rapport à la loi ... **tout cela démontre la volonté du gouvernement de casser tous les acquis sociaux collectifs, dans le privé comme dans le public.**

Et cette casse sociale généralisée, ce sont **les plus fragiles qui en paient le prix** au travers des politiques d'austérité menées globalement dans l'Union européenne par les gouvernements et le patronat.

Et pendant ce temps là, l'ex patron d'Alcatel, pour ne citer que lui, qui espérait toucher 14 millions d'euros pour son départ, va tout de même en toucher la moitié !

A la persistance d'un chômage de masse, le gouvernement répond par la poursuite des **aides au patronat sans contreparties**, comme le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi. Impuissant à inverser la courbe du chômage, le gouvernement ressort la stratégie du contrôle renforcé des demandeur-es d'emploi dans la vieille tradition du « chômeur fraudeur » !

Dans la **fonction publique**, la politique régressive en matière de salaires (gel depuis 5 ans), suppressions massives d'emplois, des conditions de travail dégradées par l'accumulation de réformes dans la santé, à la territoriale, dans l'éducation nationale (où la question des classes surchargées, des effectifs n'est toujours pas réglée...) obéit à une logique constante de réduction des dépenses publiques. Et les déclarations d'Emmanuel Macron comme les préconisations de la Cour des Comptes enfonce le clou d'un discours anti-fonctionnaires !

Rassemblement et manifestation à 14h30 Place du Bareuzai - DIJON

L'argent public, c'est notre argent !

20 milliards d'euros au titre du CICE depuis janvier 2013 + 20 milliards de baisse des cotisations sociales !

Pour quel résultat ? 200 000 chômeurs et chômeuses supplémentaires / baisse de 4 % de l'investissement dans les entreprises du CAC 40, 10 % les deux dernières années

Exemples :

- SAGEM : 8,4 millions d'euros de CICE depuis 2013. Résultat : moins 128 emplois !
- Carrefour Quétigny : exonérations de cotisations + CICE : 827 000 € en 2013 et 900 000 € en 2014. Résultat pour les salarié-es ? Précarité, bas salaires et travail le dimanche !!

Construisons le rapport de force !

Nos luttes, parce qu'elles sont légitimes et plurielles, touchent à de nombreux sujets du quotidien. Les mobilisations que nous construisons, par des mouvements de grèves pour les salaires ou pour l'emploi, s'inscrivent dans un syndicalisme de transformation sociale, que ce soit dans notre entreprise ou administration. Nos luttes internationales passent par des actions de solidarité concrète au quotidien.

Ces luttes ne cessent d'exister malgré les conditions durcies (atteintes aux libertés syndicales, aux droits démocratiques au travail) par le pouvoir en place et le patronat, qui défendent leurs intérêts en réprimant. Pour le pouvoir, il s'agit d'instaurer une criminalisation de toutes les formes de contestations de leurs politiques faites d'austérité, de régressions sociales et de discriminations.

Toutes ces luttes, nécessaires et importantes, doivent se traduire par la construction d'un mouvement large et interprofessionnel. C'est pour cette raison que nos 3 syndicats, CGT FSU et Solidaires, appellent à une journée de mobilisation le 8 octobre 2015.

Seul un mouvement massif sera à même d'inverser les politiques actuellement menées. Il est temps que nous prenions ensemble nos affaires en main !

**Soyons nombreux le 8 octobre 2015
Rassemblement et manifestation à 14h30
Place du Bareuzai - DIJON**